

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

NO: 20

200-06-000143-126

(recours collectif)
COUR SUPÉRIEURE

M. GAËTAN ROY, domicilié et
résidant au 448, 7e Rue, Québec
(Québec) G1J 2R9

Requérant;

c.

DENSO CORPORATION, société
légalement créée sous les Lois de l'État
du Japon, ayant son siège social au
1-1, Showa-cho, Kariya, Aichi, 448-
8661, Japon;

et

**DENSO INTERNATIONAL
AMERICA INC.**, une société créée
sous l'autorité des Lois du Delaware
ayant sa principale place d'affaires au
24777 Denso Dr, Southfield, MI, USA,
48033;

et

**DENSO MANUFACTURING
CANADA INC**, société légalement
constituée ayant une place d'affaires
au 900 Southgate Drive, Guelph,
Ontario, N1L 1K1;

et

DENSO SALES CANADA INC,
société légalement constituée ayant
une place d'affaires au 195 Brunel
Road, Mississauga, Ontario, L4Z 1X3;

Intimées

D r o i t s d e s t e r r e
G o u v e r n e m e n t d u Q u é b e c
P a l a i s J u s t i c e Q U É B E C
0 2 6 0 1 9 9 - 0 0 9 1 - 1 2 2 8
2 0 1 2 - 0 4 - 0 4
1 1 9 : 0 0

**REQUÊTE POUR OBTENIR L'AUTORISATION
D'EXERCER UN RECOURS COLLECTIF ET
POUR OBTENIR LE STATUT DE REPRÉSENTANT
(Articles 1002 et ss. C.p.c.)**

À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE DE PRATIQUE DANS ET POUR LE DISTRICT DE QUÉBEC, LE REQUÉRANT EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

A) LE RECOURS

1. Le requérant désire exercer un recours collectif pour le compte de toutes les personnes (physiques et morales) formant le groupe ci-après décrit, dont il est lui-même membre, soit :
 - tous les résidants du Québec qui ont acheté ou reçu une unité de contrôle électronique pour véhicules automobiles ou qui ont acheté un véhicule automobile contenant une unité de contrôle électronique et ce entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} février 2010;ou tout autre groupe ou période que le Tribunal pourra déterminer;
2. Le requérant reproche aux Intimées d'avoir comploté pour conclure des ententes illégales afin de fixer le prix de vente des unités de contrôle électronique (ci-après « UCE ») et ainsi restreindre ou éliminer la concurrence ;
3. Plus particulièrement, le requérant allègue qu'entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} février 2010, les Intimées ont participé à des réunions secrètes et ont conclu des arrangements pour fixer les prix, déterminer les augmentations de prix et se partager le marché des « UCE » ;

B) LES INTIMÉES

4. Denson Corporation, est une société créée sous les Lois de l'État du Japon ayant son siège social et sa principale place d'affaire en la ville de Kariya;

5. En tout temps pertinent aux présentes, Denso Corporation a fabriqué, distribué, offert ou vendu des « UCE » au Canada, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'agents, associés ou filiales;
6. Denso International America inc. est une société créée sous l'autorité des Lois du Delaware ayant sa principale place d'affaires en la ville de Southfield, au Michigan;
7. Denso International America inc. est une filiale à part entière ou totalement sous le contrôle de Denso Corporation;
8. En tout temps pertinent aux présentes, Denso International America inc. a fabriqué, distribué, offert ou vendu des « UCE » au Canada, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'agents, associés ou filiales;
9. Denso Manufacturing Canada inc. est une société créée sous l'autorité des Lois du Canada ayant sa principale place d'affaires en la ville de Guelph en Ontario;
10. Denso Manufacturing Canada inc. est une filiale à part entière ou totalement contrôlée par Denso International America inc.;
11. En tout temps pertinent aux présentes, Denso Manufacturing Canada inc. a fabriqué, distribué, offert ou vendu des UCE au Canada, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales;
12. Denso Sales Canada inc. est une société créée sous l'autorité des Lois du Canada dont la principale place d'affaires est à Mississauga, en Ontario;
13. Denso Sales Canada inc. est une filiale à part entière ou totalement contrôlée par Denso International America inc.;
14. En tout temps pertinent aux présentes, Denso Sales Canada inc. a fabriqué, distribué, offert ou vendu des UCE au Canada, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'agents, d'associés ou de filiales;
15. Pour les fins de la présente, le requérant démontrera que les entités décrites aux paragraphes 4 à 14 ont œuvrés de façon intégrée et que les gestes de l'un ont engagé les autres, pour les fins de la production, de la distribution, de la vente ou de la mise en marché des UCE dans le cadre de la collusion décrite dans la présente procédure;
16. D'autres personnes et/ou sociétés, impliquées dans la fabrication, la distribution ou la vente d'ECU à des clients disséminés en Amérique du Nord, qui ne sont pas spécifiquement identifiées dans cette procédure, peuvent avoir participé à la collusion décrite dans cette procédure;

L'INDUSTRIE DES UNITÉS DE CONTRÔLE ÉLECTRONIQUE

17. Les UCE sont installés par un l'équipementier (désigné sous l'appellation anglaise *Original equipment manufacturer*) dans de nouveaux véhicules automobiles, de nouveaux camions dans le cadre de la fabrication de ce véhicule. Ils sont aussi vendus en pièces de remplacement;
18. Au moment d'acquérir des UCE, l'équipementier transmet au fournisseur de pièces automobile une invitation à soumissionner pour des pièces spécifiques;
19. Le fournisseur de pièces propose alors sa soumission et, habituellement, l'équipementier accordera le contrat au fournisseur de pièces retenu, contrat qui sera d'une durée de quatre (4) à six (6) ans;
20. Habituellement, ce processus commence à peu près trois ans avant le début de la production de nouveaux modèles de véhicule automobile;
21. Les fabricants d'automobiles japonais fournissent les pièces pour les véhicules fabriqués en Amérique du Nord;
22. L'industrie des UCE comporte quelques caractéristiques qui facilitent la collusion dont il est question dans cette procédure soit :
 - Des barrières économiques;
 - Un produit normalisé avec peu de substitut;
 - Des rendez-vous qui regroupent les joueurs majeurs de l'industrie;

LE MARCHÉ DES UNITÉS DE CONTRÔLE ÉLECTRONIQUE

23. Dans un marché où règne la compétition, toute diminution du coût des matériaux et de main-d'œuvre devraient nécessairement mener à une diminution du prix du produit puisque chaque compétiteur serait alors dans la crainte de voir ses autres compétiteurs prendre l'avantage d'une diminution de prix afin de capturer des parts de marché additionnelles. Le seul geste économique pertinent dans de telles situations est que chaque compétiteur diminue son prix de vente;
24. Or, dans un marché où les compétiteurs majeurs sont engagés dans une collusion pour maintenir les prix, les compétiteurs ne diminuent pas leur prix même lorsque confrontés à des coûts de main d'œuvre et de matériaux décroissant;
25. Le prix de UCE a continué de croître tout au cours de la Période visée par le Recours, alors que le prix de la main d'œuvre et des matières premières est demeuré relativement stable.

Dans un marché où règne la compétition, une telle situation n'aurait pas du résulter en une augmentation des coûts.

C) LA FAUTE

26. Le requérant allègue que les Intimées ont manqué à leurs obligations, tant légales que statutaires, notamment à leurs obligations ayant trait à la concurrence tel que défini dans la *Loi sur la concurrence (L.R.C. (1985), c. C-34)* ;
27. Outre ce qui précède, le requérant allègue que les Intimées ont manqué à leurs obligations générales prévues au *Code civil du Québec* et de façon plus spécifique, aux obligations ayant trait à l'obligation d'agir de bonne foi et de ne pas nuire à autrui ;
28. Tout au cours de la période visée par le recours, les Intimées étaient impliquées dans la fabrication, la mise en marché, la vente et/ou la distribution de UCE au Canada et au Québec;
29. D'ailleurs, suite à ce qui précède, divers recours collectifs ont été déposés devant différentes instances, aux États-Unis et ailleurs au Canada, le tout tel qu'il appert des documents produits en liasse au soutien de la présente sous la **cote R-1**;
30. Pour les fins de la présente, il sera démontré que la collusion dont il est fait mention au paragraphe ci-haut a également affecté le marché canadien et québécois;

D) DESCRIPTION DES ACTIVITÉS POSÉES PAR LES INTIMÉES

31. Les ententes de collusion prises entre les intimées ont été mises en œuvre entre autres par une série de hausses coordonnées des prix du marché ;
32. De telles ententes ont eu lieu suite à différentes réunions tenues lors de Salons de l'Industrie au cours desquelles il y a eu échanges de documents confidentiels en rapport avec la tarification en vigueur au sein de leur entreprise respective, notamment les Intimées;
33. Cette pratique a été conduite sur une base régulière avec le résultat que le requérant et les membres du groupe ont été privés du bénéfice d'une libre compétition et, de ce fait, ont payé un prix trop élevé pour les « UCE » qu'ils ont achetés ou pour les véhicules qui contenaient ces UCE;

II. FAITS DONNANT OUVERTURE À UN RECOURS INDIVIDUEL DU REQUÉRANT

34. Les faits qui donnent ouverture à un recours individuel de la part du requérant contre les intimées sont :
- 33.1 Le requérant, dans le district judiciaire du Québec, a acheté une voiture (équipée d'ECU) de marque Toyota modèle ECHO (2001), pour ses fins personnelles et plus spécifiquement, au cours de la période durant laquelle le cartel était en place, le tout tel qu'il appert d'une facture du mois de juillet produite au soutien des présentes sous la **cote R-2**;
35. Vu les agissements illégaux des Intimées, le requérant a été privé du bénéfice d'une libre compétition et, de ce fait, a payé un prix trop élevé pour les produits en question qu'il a achetés;
36. Les agissements illégaux des Intimées ont causé des dommages au requérant, à savoir la différence entre le prix artificiellement élevé payé pour les produits qu'il a achetés contenant des « UCE » et le prix qu'il aurait normalement dû payer sur le marché où règne la libre concurrence;
37. Les agissements illégaux des Intimées ont été camouflés et n'ont pas été portés à la connaissance du requérant ou de tout autre membre du groupe ;
38. Le requérant n'a pas été en mesure de découvrir, et ne pouvait pas découvrir même avec toute la diligence requise, que les Intimées étaient impliquées dans des agissements illégaux, violaient la *Loi sur la concurrence* et ce n'est que peu de temps avant le dépôt de cette procédure que le requérant a été confronté à cette réalité ;

III. FAITS DONNANT OUVERTURE À UN RECOURS INDIVIDUEL DE LA PART DE CHACUN DES MEMBRES DU GROUPE

39. Les faits qui donnent ouverture à la réclamation personnelle de chacun des membres du groupe contre les intimées sont énumérés aux paragraphes qui suivent:
- 38.1 Chaque membre du groupe a acheté ou reçu des « UCE » ou a acheté un véhicule contenant un Panneau;
- 38.2 Chaque membre du groupe a payé un prix artificiellement élevé pour les produits en question qu'il a achetés, utilisés ou reçus en raison du cartel et de son impact sur la concurrence ;

38.3 Chaque membre du groupe a subi des dommages équivalents à la différence entre le prix artificiellement élevé payé pour les produits en questions qu'il a achetés, utilisés ou reçus et le prix qui aurait normalement dû être payé sur le marché où règne la libre concurrence;

38.4 Les dommages subis par chaque membre du groupe ont été causés directement par les agissements illégaux des Intimées;

38.5 Ainsi, le requérant et les membres du groupe sont justifiés de réclamer le remboursement de tous les dommages subis en raison des agissements illégaux des Intimées ;

IV. CONDITIONS REQUISES POUR L'EXERCICE D'UN RECOURS COLLECTIF

40. La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des articles 59 ou 67 C.p.c. et ce pour les motifs qui suivent:

40.1. Le nombre de personnes pouvant composer le groupe est estimé à plus de mille individus compte tenu des chiffres de vente des intimées et de l'usage répandu de tels produits ;

40.2. Les noms et adresses des personnes pouvant composer le groupe sont inconnus du requérant ;

40.3. Tous les faits allégués aux paragraphes qui précèdent rendent impossible l'application des articles 59 ou 67 C.p.c.;

41. Les questions de faits ou de droit qui concernent les membres du groupe ainsi que le requérant sont énumérées aux paragraphes qui suivent, et sont identiques, similaires ou connexes pour chacun;

a) Les Intimées ont-elles conclu des ententes illégales pour faire collusion et ainsi fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des « UCE » ?

b) Les agissements des Intimées ont-ils eu pour effet de maintenir le prix des « UCE » à des niveaux artificiellement élevés et non compétitifs?

c) Les ententes conclues entre les Intimées ont-elles été gardées secrètes?

d) Les agissements des Intimées ont-ils causé des dommages aux membres du groupe et, si oui, quel est le montant de ces dommages?

- e) Les intimées sont-elles passibles de dommages punitifs ou exemplaires et, si oui, quel est le montant de ces dommages?

V. NATURE DU RECOURS ET CONCLUSIONS RECHERCHÉES

42. Le recours que le requérant désire exercer pour le bénéfice des membres du groupe est une requête en dommage;
43. Les conclusions que le requérant recherchera par sa requête introductive d'instance seront:

ACCUEILLIR l'action du demandeur;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages temporairement évalués à 5 000,000.00\$ avec intérêts depuis la date d'assignation ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au Code civil;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages exemplaires temporairement évalués à la somme de 1 000,000.00\$ avec intérêts à compter de l'assignation plus l'indemnité additionnelle prévue à la loi;

ACCUEILLIR le recours collectif du demandeur pour le compte de tous les membres du groupe;

ORDONNER le traitement des réclamations individuelles de chaque membre du groupe en conformité avec les articles 1037 à 1040 C.p.c.;

LE TOUT avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;

44. Le requérant, qui demande à obtenir le statut de représentant, est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres du groupe pour les motifs qui suivent:
- 44.1. Il a acheté, un produit contenant un « UCE » ;
- 44.2. Il comprend la nature du recours;
- 44.3. Il est disposé à consacrer le temps nécessaire au litige et à collaborer avec les membres du groupe;
45. La présente requête est bien fondée en faits et en droit ;

46. Toute la cause d'action a pris naissance au Québec.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR

ACCUEILLIR la présente requête;

AUTORISER l'exercice d'un recours collectif sous la forme d'une requête introductive d'instance en dommages ;

ACCORDER au requérant le statut de représentant des personnes faisant partie du groupe ci-après décrit:

- tous les résidants du Québec qui ont acheté ou reçu une unité de contrôle électronique pour véhicules automobiles ou qui ont acheté un véhicule automobile contenant une unité de contrôle électronique et ce entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} février 2010;

IDENTIFIER les principales questions de faits et de droit à être traitées collectivement comme étant les suivantes:

Les intimées ont-elles conclu des ententes illégales pour faire collusion et ainsi fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix des « UCE » ;

Les agissements des intimées ont-ils eu pour effet de maintenir le prix des « UCE » à des niveaux artificiellement élevés et non compétitifs?

Les ententes conclues entre les intimées ont-elles été gardées secrètes?

Les agissements des intimées ont-elles causé des dommages aux membres du groupe et, si oui, quel est le montant de ces dommages?

Les intimées sont-elles passibles de dommages punitifs ou exemplaires et, si oui, quel est le montant de ces dommages?

IDENTIFIER les conclusions recherchées par le recours collectif à être institué comme étant les suivantes :

ACCUEILLIR l'action du demandeur;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages temporairement évalués à 5 000,000.00\$ avec intérêts depuis la date d'assignation ainsi que l'indemnité additionnelle prévue au Code civil;

CONDAMNER les défenderesses à payer des dommages exemplaires temporairement évalués à la somme de 1 000,000.00\$ avec intérêts à compter de l'assignation plus l'indemnité additionnelle prévue à la loi;

ACCUEILLIR le recours collectif du demandeur pour le compte de tous les membres du groupe;

ORDONNER le traitement des réclamations individuelles de chaque membre du groupe en conformité avec les articles 1037 à 1040 C.p.c.;

LE TOUT avec les entiers dépens incluant les frais d'expertise et les frais de publication des avis aux membres;

DÉCLARER que tout membre du groupe qui n'a pas requis son exclusion du groupe dans le délai prescrit soit lié par tout jugement à être rendu sur le recours collectif à être institué;

FIXER le délai d'exclusion à 30 jours de la date de publication de l'avis aux membres;

ORDONNER la publication d'un avis aux membres du groupe conformément à l'article 1006 C.p.c.;

LE TOUT frais à suivre.

Québec, ce 4 avril 2012

(s) SISKINDS, DESMEULES

SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS

(Me Simon Hébert)

Procureurs du requérant

AVIS DE PRÉSENTATION

À :

DENSO CORPORATION, 1-1, Showa-cho, Kariya, Aichi, 448-8661, Japon

ET

DENSO INTERNATIONAL AMERICA INC., 24777 Denso Dr, Southfield, MI, USA, 48033

ET

DENSO MANUFACTURING CANADA INC., 900 Southgate drive, Guelph, Ontario, N1L 1K1

ET

DENSO SALES CANADA INC., 195, Brunel Road, Mississauga, Ontario, L4Z 1X3

PRENEZ AVIS que la partie demanderesse a déposé au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Québec la présente demande.

Pour répondre à cette demande, vous devez comparaître par écrit, personnellement ou par avocat, au palais de justice de Québec situé au 300, boulevard Jean-Lesage à Québec dans les 10 jours de la signification de la présente requête.

À défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai de 10 jours.

Si vous comparez, la demande sera présentée pro forma devant le tribunal le 22 juin 2012 à 9h00 en la salle 3.14 du palais de justice et le tribunal pourra, à cette date, exercer les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance ou procéder à l'audition de la cause, à moins que vous n'ayez convenu par écrit avec la partie demanderesse ou son avocat d'un calendrier des échéances à respecter en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance, lequel devra être déposé au greffe du tribunal.

Québec, ce 4 avril 2012



SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS

(Me Simon Hébert)

Procureurs du requérant

CANADA

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC**

NO: 200-06-

**(recours collectif)
COUR SUPÉRIEURE**

M. GAÉTAN ROY, domicilié et résidant
AY 448, 7e Rue, Québec (Québec)
G1J 2R9

Requérant;

c.

DENSO CORPORATION, société
légalement créée sous les Lois de l'État
du Japon, ayant son siège social au 1-1,
Showa-cho, Kariya, Aichi, 448-8661,
Japon;

et

**DENSO INTERNATIONAL AMERICA
INC.**, une société créée sous l'autorité
des Lois du Delaware ayant sa principale
place d'affaires au 24777 Denso Dr,
Southfield, MI, 48033;

et

**DENSO MANUFACTURING CANADA
INC.**, société légalement constituée ayant
une place d'affaires au 900 Southgate
Drive, Guelph, Ontario, N1L 1K1;

et

DENSO SALES CANADA INC, société
légalement constituée ayant une place
d'affaires au 195 Brunel Road,
Mississauga, Ontario, L4Z 1X3;

Intimées

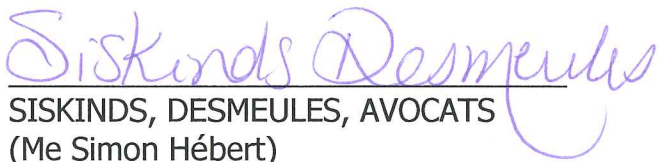
AVIS DE DÉNONCIATION DE PIÈCES

PRENEZ AVIS que la requérante entend produire les pièces suivantes lors de l'audition :

PIÈCE R-1 : Divers recours collectifs ayant été déposés devant différentes instances, aux États-Unis et ailleurs au Canada (en liasse);

PIÈCE R-2 : Facture d'achat du véhicule du requérant.

Québec, ce 4 avril 2012


SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS
(Me Simon Hébert)
Procureurs du requérant

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

COUR SUPÉRIEURE (RECOURS COLLECTIF)

NO : 200-66-00143-124

M. GAËTAN ROY
Requérant

C.

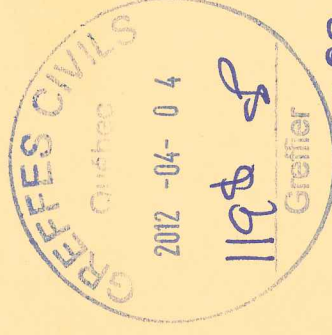
DENSO CORPORATION
et
DENSO INTERNATIONAL AMERICA INC.
et
DENSO MANUFACTURING CANADA INC.
et
DENSO SALES CANADA INC.

Intimées

Requête pour obtenir l'autorisation
d'exercer un recours collectif et pour
obtenir le statut de représentant

BB-6852 Casier 15

Mr. Simon Hébert
N/D : 67-115



SISKINDS, DESMEULES
AVOCATS
S EN C RL

Les Promenades du Vieux-Québec
43 rue de Buade, bureau 320
Québec, (Québec) GIR 4A2
Tél.: (418) 694-2009 Tél.: (418) 694-0281
www.siskinds.com